Elections législatives du 4 Mars 1973 - LE HAVRE - 7ème Circonscription

FRONT NATIONAL

CANDIDAT **Jean CADIOU**

Employé

SUPPLÉANT **Robert LESIEUR**

Clerc

Pourquoi nous présenter aux suffrages de nos concitoyens? Parce que nous croyons qu'il est temps pour les Français, pour les gens comme vous et nous d'intervenir dans la vie publique de notre pays.

La crise dont souffre la France n'est pas tellement politique ou sociale. C'est une crise morale qui met en cause les valeurs fondamentales de notre société. Sans doute, l'évolution du monde moderne trouble partout les esprits et perturbe les mœurs. Mais c'est justement le rôle des Pouvoirs Publics de maitriser cette évolution et de sauvegarder les principes qui nous ont faits ce que nous sommes, et dont l'oubli conduit à la décadence.

Le gouvernement actuel et sa majorité avilie n'ont songé qu'à se maintenir en place, tolérant ou favorisant le désordre sous toutes ses formes.

Un bilan de désordre et d'injustice

Les scandales financiers et administratifs se sont multipliés. L'éducation nationale est livrée à l'anarchie et l'absurdité. Les banques règnent sur notre économie, au détriment des producteurs de la richesse nationale, ouvriers, cadres et patrons. Les chefs de la C.G.T. communiste et de la C.F.D.T. gauchiste sont devenus les interlocuteurs privilégiés d'un Pouvoir incohérent. Les classes moyennes, les professions libérales, les commerçants et les artisans se voient écrasés par une fiscalité arbitraire et paralysés par des réglementations absurdes et tyranniques. La hausse du coût de la vie et l'inflation ne sont que les conséquences obligatoires d'un budget public écrasant, caractérisé par l'étatisme, le dirigisme, l'imprévoyance et le gaspillage. La ménagère en paye chaque jour le prix exorbitant, et le contribuable chaque année, lorsqu'il n'a pas la chance d'être un privilégié du système.

Le gouvernement — notamment son vrai maître, le ministre des Finances — s'attribue le mérite de l'expansion économique qui permet encore à la France de supporter tant bien que mal, son oppression. C'est faux : l'expansion, vous le savez bien, est due à la volonté de vivre des Français, à leur dynamisme, à l'initiative des chefs d'entreprise, à la compétence des cadres, au travail des ouvriers et des employés, aux réussites de nos chercheurs. C'est cette expansion fondée sur l'effort commun — et non sur les discours ministériels — qui conditionne le progrès social auquel nous aspirons tous.

D'abord, défendre les Français

Qui oserait prétendre que les Français ont été défendus par les députés élus en 1968 et qui ont trahi la confiance du peuple? Défendus contre l'injustice administrative et l'oppression fiscale? Défendus contre la tyrannie des technocrates et la gabegie? Défendus contre la toute-puissance de l'argent, contre la spéculation et contre les scandales? Défendus contre la pornographie, l'immoralité, la drogue et la criminalité? Défendus enfin contre l'invasion de leur vieux pays par une foule d'indésirables?

Contre l'invasion de la France par les indésirables

Les Français ne sont ni xénophobes, ni racistes. De tout temps, ils ont accueilli généreusement les immigrés honnêtes et laborieux. Ils tendent une main fraternelle aux travailleurs étrangers sérieux et capables, utiles à notre économie, respectueux de nos lois, de notre morale, de notre civilisation.

Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée.

Il n'est pas tolérable que notre pays soit devenu un dépotoir ouvert aux bons-à-riens, aux tarés, aux délinquants, aux criminels... Il n'est pas tolérable que l'insécurité règne dans tant de quartiers où les commerçants vivent dans l'inquiétude, où les agressions sont quotidiennes, où il est dangereux pour une femme de sortir seule à la tombée de la nuit. Il n'est pas non plus tolérable que notre budget social et hospitalier soit dilapidé au profit des indésirables.

A ces périls croissants, une seule solution : la stricte surveillance aux frontières des candidats à l'immigration enfin soumis à un triple contrôle - sanitaire, professionnelle et judiciaire.

Une seule sanction aux manquements aux règles de l'hospitalité : l'expulsion immédiate par mesure administrative des immigrés condamnés de droit commun, des «chômeurs» perpétuels, des étrangers convaincus d'agitation politique, qu'elles qu'en soient les tendances.

Tout cela, vous le pensez. Quel candidat vous en parle? Et il s'agit pourtant d'un problème vital pour le présent et pour l'avenir de la nation.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Ce que nous pouvons faire

Sans démagogie, nous sommes convaincus qu'un certain nombre d'objectifs peuvent être atteints, soit qu'ils dépendent uniquement d'une décision du gouvernement ou du Parlement, soit qu'ils n'imposent pas de charges publiques excessives, soit qu'ils permettent même d'appréciables économies budgétaires. A savoir dans divers domaines;

★ Abrogation de la loi d'orientation dite loi Edgar Faure, qui a désagrégé nos institutions scolaires et universitaires, livré l'enseignement au marxisme, confié les programmes à des fous ou à des clowns, introduit officiellement la politique à l'école et au lycée, substitué l'éducation sexuelle à l'éducation tout court.

★ Egalisation des mesures obligatoires de protection sociale (maladie, invalidité, vieillesse) pour toutes les catégories de travailleurs, salariés, commerçants, artisans, etc... les mesures complémentaires facultatives relevant des possibilités et de l'initiative de chacun et d'une gestion mutualiste ou privée.

★ Libéralisation et clarification des lois et règlements d'incidence économique et professionnelle, aussi bien en ce qui concerne l'industrie, l'artisanat et le commerce que les carrières libérales, médicales, paramédicales, indépendantes, etc...

★ Réduction des pénalités en matières de contributions ou charges sociales et humanisation des procédures.

★ Restauration de l'autorité des patrons et des cadres d'entreprise battue en brèche par une législation démagogique, nuisible en réalité à l'immense majorité des salariés.

★ Règlementation de la grève dans les services publics, assortie de l'institution de tribunaux sociaux d'arbitrage des conflits totalement indépendants du gouvernement, des administrations en cause et des syndicats intéressés. Nul ne peut être juge et partie.

★ Répression conforme aux rigueurs de la loi des crimes de sang, du trafic de drogues, des attentats sexuels, des trafics d'influence et prévarications.

Ce que nous devons empêcher

La majorité sortante, au pouvoir depuis 15 ans porte la responsabilité de la menace du Front Populaire qui pèse sur le pays. Ce sont ses erreurs, ses carences et ses fautes qui se trouvent à la base des mécontentements exploités par l'alliance contre nature socialo-communiste.

Le programme commun de la gauche relève de la mystification. Ses propositions ont été chiffrées. Elles exigeraient au minimum dès la première année un accroisement de 15% du revenu national, ce qui est impensable. Les nationalisations prévues aboutiraient à une désorganisation de la production, à la régression économique, à la spoliation, à la baisse du niveau de vie des masses, à la dégradation de la monnaie, à la ruine des retraités et des épargnants.

Mais il ne s'agit là que d'un miroir aux alouettes. Les communistes au pouvoir, ce serait à bref délai l'élimination de leurs «alliés» socialistes, le parti unique, le syndicat d'état, la dictature, le totalitarisme, la liquidation des libertés publiques, personnelles, religieuses et culturelles. Nous ne polémiquons pas : c'est la réalité constatée dans tous les Etats soumis à la tyrannie marxiste.

Barrer la route aux communistes, malgré les propos tranquillisants de M. Marchais et de M. Duclos, c'est le premier devoir, c'est l'intérêt majeur des électeurs conscients.

Attention, M. Pompidou !

La Constitution actuelle en vaut bien une autre et ce qui compte, c'est la manière dont elle est appliquée par les responsables du Pouvoir. Rien n'est plus dangereux, en tous cas, que l'instabilité des institutions.

Mais, en France, le Chef de l'Etat est traditionnellement placé en dehors et au-dessus des partis. Du moment où il est désigné à sa haute fonction, il ne peut plus être l'homme d'un clan politique. Arbitre impartial, il a charge du bien commun. Il doit se considérer comme le Président de tous les Français. Elu de la nation, symbole de la continuité de l'Etat, le Président de la République a droit à la déférence des citoyens. Mais M. Georges Pompidou a tout à perdre — et la France rien à gagner — à se solidariser, à se commettre, à se compromettre avec des «sortants» qui ont suffisamment démontré leur incapacité ou leur malfaisance.

Votez pour vos idées

Le mode de scrutin actuel vous permet au premier tour d'exprimer vos opinions, sans calcul et sans crainte, de donner toutes ses chances pour le second tour au candidat dont vous partagez les idées. Ne vous laissez pas influencer par les fausses habiletés des politiciens. Voter utile, c'est d'abord voter honnête et clair, Si vous croyez que nous avons raison, si vous estimez justes et nécessaires les positions du Front National, brisez l'équivoque. La Droite française, c'est-à-dire la vrai majorité du corps électoral, a trop longtemps voté pour des candidats U.D.R., U.R.P., centristes et autres faux nez, prêts à tous les reniements et à toutes les compromissions.

Et si vous n'êtes pas d'accord, permettez-nous de vous remercier de l'attention que vous venez de nous accorder.

VOTER FRONT NATIONAL

C'EST VOTER POUR LA DÉFENSE DES FRANÇAIS

NOUS ne vous avons pas tenu le langage habituel des candidats. Nous ne vous ferons pas de promesses démagogiques. Vous avez tous été assez trompés pour savoir ce qu'elles valent.

Si vous me faites l'honneur de me nommer à l'Assemblée Nationale, je n'y accomplirai pas plus de miracles que les autres, avec cette différence que les autres vous assurent qu'ils en sont capables ! Je ne vous propose pas de programme attrape-électeur où chacun trouve sa petite satisfaction personnelle illusoire, mais qui sont aussi irréalisable que mirifiques. Je ne vous offre que ma loyauté, mon travail, mon sérieux, ma foi, mon dévouement au bien commun.

Jean CADIOU

R. C. HAVRE 55 B 242

Sciences Po / fonds CEVIPOF